

Action zone



Publication tri-annuelle du PNUE DTIE

Programme ActionOzone sous l'égide du Fonds Multilatéral

Bulletin d'information sur la protection de la couche d'ozone et la mise en œuvre du Protocole de Montréal

Point de vue

Le Protocole de Montréal fonctionne



Mme Jacqueline Aloisi de Larderel,
Directrice Exécutive
Adjointe du PNUE,
Directrice de la
Division Technologie,
Industrie et Economie

Le Protocole de Montréal est un accord environnemental international fructueux. Cela est manifeste quand on compare la situation actuelle à celle de 1991, lorsque fut instauré le Fonds Multilatéral et que le PNUE devint une agence d'exécution. 55 pays seulement étaient alors Parties au Protocole ;

aujourd'hui, ils sont 184. A ce jour, les pays industrialisés ont fourni plus de US\$1,5 milliards pour des projets d'élimination de substances appauvrissant l'ozone (SAO) et se sont engagés à verser US\$573 millions pour 2003–05. La consommation mondiale de CFC a chuté de quelques 611 000 tonnes PAO à moins de 139 000 tonnes PAO en 2000 ; elle est encore inférieure aujourd'hui grâce à plus de 4 300 projets soutenus par le Fonds Multilatéral et à l'élimination dans les

pays industrialisés. L'objectif d'une réduction de SAO soutenue et durable est en cours de réalisation dans le monde entier.

Toutefois, malgré ces accomplissements, beaucoup reste encore à faire avant que le traité n'atteigne son objectif. Le Protocole de Montréal est couronné de succès mais il ne s'agit pas encore d'une « réussite » finale. La couche d'ozone se régénérera dans une cinquantaine d'années si les pays respectent leurs engagements de conformité. Nous devons aider les pays en développement à adopter des technologies propres, améliorer leur capacité de gestion, mettre en application des politiques et encourager la sensibilisation. Nous devons continuer à veiller sur les petites entreprises et les pays à faible volume de consommation de SAO, rester vigilants et nous assurer que l'ozone reste à l'ordre du jour politique ; sinon, les accomplissements réalisés pourraient être anéantis. Le PNUE a réorganisé son travail, avec le Programme d'Aide à la Conformité, pour atteindre ces objectifs lors de la seconde phase du Protocole, la période de conformité pour les PVD.

Aujourd'hui, à la veille de mon départ du PNUE, je suis très fière d'avoir contribué aux progrès réalisés avec le Programme ActionOzone dans le cadre du Protocole de Montréal. J'ai été heureuse de travailler avec le Secrétariat du Fonds Multilatéral, des

Sommaire

Point de vue	1
L'US EPA commémore le 15ème anniversaire du Protocole de Montréal	1
Nouvelles des agences internationales	2
Tech-Infos	3
Nouvelles mondiales	5
Dialogue et débat	6
Rubrique sur la Journée Internationale de la protection de l'ozone	7
Nouvelles scientifiques	9
Avancement de la ratification du Protocole de Montréal et de ses Amendements	9
L'Entretien Bureau National Ozone	10
Nouvelles publications	10
Prochaines Réunions	10

représentants de gouvernements, des groupes industriels et des ONG qui, ensemble, « sont le moteur » du Protocole. Je remercie chacun d'entre eux pour leur soutien et leur aide au cours de ces années. Je suis persuadée que la communauté du Protocole de Montréal continuera à atteindre les objectifs restants avec la conviction et l'esprit de partenariat qui sont l'essence même du fonctionnement de ce traité.

L'US EPA commémore le 15ème anniversaire du Protocole de Montréal

L'agence américaine de protection de l'environnement (US EPA) a récemment célébré, à Washington, D.C., le quinzième anniversaire de la signature du Protocole de Montréal.

Des représentants de l'industrie, du gouvernement et du secteur de la santé ayant joué aux USA un rôle décisif dans l'élimination des SAO ont participé à ce quinzième anniversaire.

Christine Todd Whitman, Administratrice de l'US EPA, a commenté ainsi le succès du traité de la protection de l'ozone : « le Protocole de Montréal prouve que les approches de protection de l'environnement basées sur le marché fonctionnent—et bien. Les scientifiques, le gouvernement et l'industrie ont coopéré pour concevoir des alternatives

commerciallement viables aux substances chimiques appauvrissant l'ozone, plus rapides, plus efficaces et moins onéreuses que prévu ».

L'US EPA a mené à bien un programme national de protection de la couche d'ozone sous l'égide du Protocole de Montréal, en collaborant avec l'industrie, pour éliminer l'utilisation de SAO et identifier de nouveaux produits inoffensifs pour l'ozone.

Mme Whitman a souligné que « la reconstitution de la couche d'ozone dépend de la conformité soutenue au Protocole de Montréal, notamment au moment où les pays en développement entament leur élimination des SAO. Les Etats-Unis continueront à montrer l'exemple au niveau mondial en soutenant l'utilisation de technologies et d'approches novatrices

destinées à protéger l'ozone, aussi bien aux USA que dans des pays en développement ».

Contact : M. Kevin Rosseel, US EPA Office of Atmospheric Programs (6205J), Washington, D.C., Etats-Unis, tél : +1 202 564 9731, e-mail : rosseel.kevin@epa.gov



Mme Linda Fischer, Administrative adjointe de l'US EPA signant une carte d'anniversaire géante pour le Protocole de Montréal.

Nouvelles des agences internationales



Secrétariat du Fonds

La XXXVIIème Réunion de l'ExCom a approuvé US\$26,7 millions pour le plan national brésilien

d'élimination des CFC, permettant ainsi au deuxième plus important consommateur de CFC de s'engager à éliminer sa consommation de CFC d'ici 2010. Un plan national d'élimination a également été approuvé pour la Jamaïque.

La réunion a également examiné un modèle axé sur la conformité, élaboré par le Secrétariat auquel on a demandé de préparer un plan d'élimination triennal adressé au Fonds pour 2003–2005. Une fois approuvé, ce plan sera utilisé par les agences d'exécution pour élaborer leur plan d'activité annuel respectif. C'est la première fois que l'ExCom établit une stratégie globale d'élimination pour permettre aux pays visés à l'Article 5 de respecter les mesures de contrôle de 2005.

Contact : Dr Omar El Arini, Secrétariat du Fonds Multilatéral, 1800 McGill College Avenue, 27th Floor, Montréal, Québec H3A 3JC, Canada, tél : +1 514 282 1122, fax : +1 514 282 0068, e-mail : secretariat@unmfs.org, www.unmfs.org



PNUE DTIE

Lors de sa XXXVIIème Réunion, l'ExCom a approuvé l'Amendement au Programme de travail 2002 du PNUE,

comprenant un projet de sensibilisation régionale et des projets spécifiques pour 20 pays. Le PNUE a soumis un rapport périodique préliminaire sur le Programme d'Aide à la Conformité (CAP) et la « Communication pour la Conformité Globale au Protocole de Montréal ».

Le PNUE a organisé pour le Gouvernement japonais un atelier technique sur le prêt concessionnel (voir page 6).

Aidé du Gouvernement suédois, le PNUE a élaboré la brochure « *Networking Counts : Montreal Experiences in Making Multilateral Environmental Agreements Work* ».

Le PNUE a également organisé des réunions de réseau et un atelier sur le bromure de méthyle à Nairobi lors de la seconde réunion consultative sur le programme de communication sur le bromure de méthyle (16–18 septembre).

Contact : M. Rajendra M. Shende, PNUE DTIE, 39–43 quai André Citroën, 75739 Paris Cedex 15, France tél : +33 1 44 37 14 50, fax : +33 1 44 37 14 74, e-mail : ozonaction@unep.fr, www.unep.org/ozonaction



Secrétariat de l'Ozone du PNUE

Le Secrétariat de l'Ozone a préparé et organisé la VIème Réunion de la Conférence

des Parties à la Convention de Vienne, la XIVème Réunion des Parties au Protocole de Montréal, la XXIXème Réunion du Comité d'Application et la réunion conjointe des Bureaux de la Convention de Vienne et du Protocole de Montréal lesquelles ont eu lieu à Rome les 23–29 novembre 2002.

Outre leur présence aux réunions officielles, le Secrétaire Exécutif, M. Marco González et dix délégués se sont vus accorder une audience par le Pape Jean-Paul II, pour demander conseil à Sa Sainteté sur les actions qui pourraient amener le Saint Siège à ratifier les Traités sur l'Ozone.

Contact : M. Marco Gonzales, Secrétariat de l'Ozone, P.O. Box 30552, Nairobi, Kenya, tél : +254 2 623 885, fax : +254 2 623 913/623 601, e-mail : marco.gonzalez@unep.org, www.unep.org/ozone



PNUE

La XXXVIIème Réunion de l'ExCom a

approuvé 24 nouvelles activités du PNUE, dont un plan pour le secteur des mousses (Inde), un plan pour le secteur de la production de réfrigération (Indonésie) et un plan national d'élimination des CFC (Brésil). Ont également été approuvés des Plans de gestion des frigorigènes pour Djibouti, le Kirghizistan et le Yémen (avec le PNUE), un Plan de gestion de l'élimination finale (Jamaïque) avec Environnement Canada, un programme final pour les aérosols (Viêt-Nam), un projet d'aide technique pour le bromure de méthyle (Ghana) et divers projets du secteur des mousses (République Démocratique du Congo).

Le PNUE a également soumis son rapport périodique 2001 lors de la Réunion de l'ExCom, soulignant l'achèvement, en 2002, de 148 projets d'investissement et de 76 projets de non-investissement, soit une élimination totale de 6 235 tonnes PAO.

Contact : Dr Suely Carvalho, Montreal Protocol Unit, UNDP, 304 East 45th Street, Room 9116, New York, NY 10017, Etats-Unis, tél : +1 212 906 5004, fax : +1 212 906 6947, e-mail : suely.carvalho@undp.org, www.undp.org



ONUDI

La XXXVIIème Réunion de l'ExCom a approuvé 11 projets d'investissement qui

seront mis en oeuvre par l'ONUDI dans divers secteurs et pays (montant total : US\$9 440 368). Ces projets permettront d'éliminer 1 334,6 tonnes PAO. L'ExCom a également approuvé trois projets d'aide technique pour l'ONUDI (montant : US\$445 000) visant à éliminer 6 tonnes PAO, et un projet de renforcement institutionnel de US\$247 000 (Phase 6). Deux projets bilatéraux japonais qui seront mis en oeuvre par l'ONUDI ont été approuvés pour l'Indonésie (montant : US\$260 395). Ils permettront d'éliminer 41 tonnes PAO dans ce pays.

Contact : Mme H. Seniz Yalcindag, UNIDO, P.O. Box 300, A-1400 Vienne, Autriche, tél : +431 26026 3782, fax : +431 26026 6804, e-mail : yalcindag@unido.org, www.unido.org



Banque Mondiale

La XXXVIIème Réunion de l'ExCom a approuvé US\$110 000 pour financer l'aide technique visant à

renforcer le système de contrôle indonésien des importations/exportations. Ont également été approuvées les secondes tranches des plans annuels 2002 des plans nationaux d'élimination des CFC de la Malaisie et de la Thaïlande.

Grâce à une étroite collaboration avec le Gouvernement thaïlandais concernant le plan national d'élimination des CFC, la Banque a été invitée à servir de partenaire de renforcement institutionnel pour assurer une cohérence et permettre la continuité de la politique d'élimination des SAO dans le pays.

A ce jour, la Banque a éliminé plus de 105 000 tonnes PAO grâce aux projets approuvés par le Fonds Multilatéral, soit 85% de l'élimination totale.

Contact : M. Steve Gorman, World Bank, 1818 H. Street NW, Washington, DC. 20433, Etats-Unis, tél : +1 202 473 5865, fax : +1 202 522 3258, e-mail : sgorman@worldbank.org, www.esd.worldbank.org/mp

TECH • INFOS

La rubrique Tech Infos expose les technologies sur le marché capables de réduire ou de remplacer les SAO ainsi que des technologies au stade de recherche. Les technologies et produits ne sont cités qu'à titre informatif. Tech-Infos couvre toutes les technologies autorisées dans le cadre du Protocole de Montréal y compris celles utilisant des substances de transition (HCFC) et les alternatives de nature différente. Nous remercions les parties concernées pour les informations et contributions à cette rubrique.

REFRIGERATION ET CLIMATISATION

Un nouveau refroidisseur utilise l'énergie solaire à la place de frigorigènes

Un fabriquant australien a créé un refroidisseur de climatisation novateur, inoffensif pour l'ozone nécessitant si peu d'énergie qu'il peut fonctionner à l'énergie solaire. Le Coolmax CM50 est un refroidisseur par évaporation : il n'utilise donc aucun frigorigène. En outre, Coolmax ne nécessite que 220 W lorsqu'il fonctionne à grande vitesse (90% de moins que les appareils classiques). L'énergie solaire est depuis longtemps considérée comme la source d'énergie idéale pour la climatisation car on l'utilise précisément quand le soleil brille. Toutefois, les climatiseurs classiques nécessitent une puissance énergétique si importante que l'énergie solaire ne peut être envisagée pour leur utilisation.



Le Coolmax CM50, à l'apparence ordinaire, n'utilise aucun frigorigène et fonctionne à l'énergie solaire.

Coolmax est actuellement testé en Australie et en Ethiopie, où on l'utilise dans la salle d'opération chirurgicale d'un cabinet médical éloigné, exclusivement alimenté à l'énergie solaire. Actuellement, la plupart des salles chirurgicales en Ethiopie ne sont pas climatisées en raison du manque d'énergie nécessaire pour alimenter un système classique. Le refroidisseur est davantage adapté aux climats chauds et secs plutôt qu'humides et il peut fonctionner jusqu'à une température de bulbe humide d'environ 22°C avec une puissance nominale normale de 3 kW.

Selon les fabricants de Coolmax, la faible consommation énergétique du refroidisseur lui permet de contribuer de

façon infime au réchauffement de la planète et d'économiser chaque année des centaines de dollars en électricité.

Contact : M. Clive Blanchard, Coolmax Pty. Ltd, 78 West St, Torrensville, South Australia, Australia 5031, Australie
tél : +61 08 8354 1062, fax : +61 08 8354 4510
e-mail : cliveb@senet.com.au,
www.coolmax.mx.com.au

Le CO₂ rafraîchit le transport routier

Thermo King, fabricant de systèmes de contrôle de température pour les moyens de transport vient d'annoncer la création de nouveaux systèmes de réfrigération pour le transport utilisant la cryotechnologie et le dioxyde de carbone (CO₂) liquide. Ce nouveau système permet de contrôler plus efficacement la température sans utiliser des frigorigènes appauvrissant l'ozone.

Des consommateurs européens utilisent ces systèmes avec succès depuis plus de quatre ans sur des remorques, ce qui a poussé le fabricant à développer la série avec deux systèmes pour camions : le ST-CR 300 et un système hybride au CO₂.

Le ST-CR 300, conçu pour les marchés urbains où de nombreux arrêts sont nécessaires, fonctionne entièrement avec un système cryotechnique utilisant du CO₂ liquide. Ce système hybride utilise un second serpentín pour améliorer la capacité de refroidissement en « faisant chuter les températures » lorsque les portes du véhicule sont ouvertes.

Contact : Kim Wickline, Thermo King Corporate Headquarters, 314 West 90th Street, Minneapolis, Minnesota 55420, Etats-Unis
tél : +1 952 897 9461,
e-mail : kwickline@kerker.com,
www.thermoking.com/aboutus/pressrel/

SOLVANTS

Le nettoyage à sec au CO₂ inoffensif pour l'ozone est plus performant que les solvants classiques

Une nouvelle solution de nettoyage pour les vêtements à base de CO₂ permet de protéger davantage les tissus et diminue le risque de « fixer » des taches difficiles par rapport aux solvants classiques appauvrissant l'ozone

utilisés pour le nettoyage à sec. Ce nouveau produit, « Washpoint », utilise un mélange de CO₂ et d'« activateur de nettoyage révolutionnaire » pour nettoyer toute une gamme d'articles, habituellement lavés avec des solvants classiques. La manipulation du CO₂ est également plus facile et moins dangereuse car il est non-toxique (sauf inhalé à fortes concentrations), ininflammable et inodore. Les promoteurs de Washpoint (ICI, au Royaume-Uni et Linde-Gas, en Allemagne) soulignent également que le CO₂ utilisé provient de sources naturelles ou de procédés industriels existants (comme la fermentation en distillerie). Ce procédé ne requiert que peu d'énergie pour comprimer et disperser le CO₂ ; il ne contribue donc pas au réchauffement de la planète.

Contact : Linde Gas, www.linde-gas.com,
tél : +49 89 7446 0, fax : +49 89 7446 1144
e-mail : Juliane.elze@linde-gas.com

AEROSOLS, AGENTS STERILISATEURS ET UTILISATIONS DIVERSES

Un inhalateur pré-dosé inoffensif pour l'ozone améliore la respiration

IVAX Corporation a reçu en Allemagne l'autorisation de commercialiser le Salamol (traitement pour l'asthme) contenu dans les inhalateurs auto-déclenchés Easi-Breathe™ et les inhalateurs pré-dosés classiques dont le propulseur est un HFA (hydrofluoroalcane) inoffensif pour l'ozone breveté par IVAX. Le Salamol est du salbutamol utilisé contre l'asthme, un bronchodilatateur agoniste beta2 destiné à en soulager les symptômes.

Contact : M. Howard A. Goldman, IVAX Corporation, 4400 Biscayne Blvd, Miami, FL, Etats-Unis, tél : +1 305 575-6043,
e-mail : ir@IVAX.com, www.ivax.com

Une entreprise indienne fournira des inhalateurs sans CFC à des entreprises allemandes

La deuxième société pharmaceutique indienne, Cipla, a conclu un accord avec trois entreprises allemandes pour leur fournir des inhalateurs sans CFC contenant du budénoside, un médicament contre

l'asthme. Strada, Hexal et Fujisawa importeront en Allemagne des inhalateurs de Cipla pour les y commercialiser. S'il est autorisé, Cipla sera le premier inhalateur au budénoside sans CFC en Allemagne.

Contact : Cipla Ltd, Mumbai Central, Mumbai 400 008, Inde, tél : +91 22 308 2891, fax : +91 22 307 0013, e-mail : corporate@cipla.com, www.cipla.com

BROMURE DE METHYLE

Des tests confirment la possibilité de remplacer le bromure de méthyle par l'oxyde de propylène

Aberco, Inc. a récemment annoncé que le Propozone, son produit à base d'oxyde de propylène, pouvait remplacer le bromure de méthyle dans toutes ses applications de pré-plantation et de fumigation post-récolte.

Des tests menés dans une exploitation de fraises en Californie ont démontré l'efficacité du Propozone contre des champignons pathogènes, comparé aux traitements classiques, bromure de méthyle compris. Des tests réalisés dans une exploitation floricole ont prouvé que le Propozone était « efficace contre les nématodes causant la galle des racines ». Une application d'environ 226 litres de pesticide à base d'oxyde de propylène par hectare permet de lutter efficacement contre une « importante infestation de cypéracées et de souchets ».

Dans les applications post-récolte, Aberco affirme que son produit, le Propoxyde 892, composé à 8% d'oxyde de propylène et à 92% de dioxyde de carbone a révélé d'« excellentes propriétés insecticides en chambres atmosphériques » lors de récents essais.

Le Propozone coûtera environ US\$5 le litre, et devra être appliqué à raison de 150-340 litres par hectare environ.

Contact : M. Morris Warren, Aberco, Inc., 9430 Lanham Road, Seabrook, MD 20706, Etats-Unis, tél : +1 301 459 7090, fax : +1 301 577 9041, e-mail : morriswarren@erols.com, www.aberco.com

Une alternative bio-rationnelle au bromure de méthyle pourrait préserver les vergers

Des chercheurs du Laboratoire de recherche Tree Fruit de l'US Department of Agriculture's Agricultural Research Service (ARS) ont mis au point une approche « bio-rationnelle » pour lutter contre les champignons responsables de la maladie de la replantation des jeunes arbres plantés dans d'anciennes pommeraies. Les producteurs de pommes utilisent actuellement du bromure de méthyle pour fumiger leurs vergers avant la plantation pour stériliser le sol.



L'ONUDI collabore avec des agriculteurs pour éliminer le bromure de méthyle au Brésil

Grâce à la finalisation d'un projet d'investissement mis en oeuvre par l'ONUDI, le Brésil pourra atteindre l'objectif du gel du bromure de méthyle de 2002 et protéger un segment important de l'économie agricole. Le projet d'« élimination du bromure de méthyle dans tout le secteur du tabac », approuvé par la XXVIIIème Réunion de l'ExCom, vise à éliminer 84,4 tonnes PAO de bromure de méthyle utilisées par 143 715 agriculteurs qui cultivent 240 218 hectares de tabac. On utilise le bromure de méthyle au Brésil pour fumiger 3 003 hectares de semis traditionnels de tabac. Ce projet a été financé par l'Association des agriculteurs (AFUBRA) et l'Association des producteurs de tabac (SINDIFUMO).

La technologie retenue repose sur un système de plateaux flottants au-dessus de l'eau sur lesquels sont cultivés les semis de tabac dans des substrats hydroponiques. Cette décision a été prise suite à un projet de démonstration et des essais menés par un



Au Brésil, le système de plateaux évite l'utilisation de bromure de méthyle, entre autres avantages

groupe d'agriculteurs sélectionnés

Au début de la campagne 2002, 334,8 tonnes PAO de bromure de méthyle avaient déjà été éliminées, dont 150,2 tonnes PAO à la charge des agriculteurs. Ainsi, 142 000 hectares supplémentaires de champs de tabac à ciel ouvert sont actuellement plantés avec des semis produits sans bromure de méthyle.

Contact : Seniz H. Yalcindag, ONUDI, e-mail : yalcindag@unido.org, www.unido.org

L'ARS teste actuellement in situ la bactérie *Pseudomonas putida* (*P. putida*) pour débarrasser les vieux vergers de certaines espèces de champignons *Pythium*, *Rhizoctonia*, *Cylindrocarpon* et *Phytophthora*.

Des populations de *P. putida* apparaissent naturellement autour des racines des pommiers et secrètent des antibiotiques empêchant le champignon *Rhizoctonia* de contaminer l'arbre. Des expériences sont menées pour stimuler leur croissance. L'an dernier, des essais *in situ* ont permis de récolter quelques 21 kg de fruits par arbre avec l'approche « bio-rationnelle », comparés aux quelques 27 kg par arbre traité au bromure de méthyle.

Contact : Jan Suszkiw, USDA ARS News Service, Room 1-2220C, 5601 Sunnyside Avenue, Beltsville, MD, 20705, Etats-Unis, tél : +1 301 504 1630, fax : +1 301 504 1641, e-mail : jsuszkiw@ars.usda.gov, www.ars.usda.gov

HALONS

Des extincteurs Halotron I protègent des avions commerciaux

L'Administration Fédérale de l'Aviation Civile américaine (FAA) a homologué les extincteurs portatifs utilisant du Halotron I, un agent propre, pour remplacer les extincteurs utilisant du halon 1211 à bord d'avions civils et commerciaux. Le Halotron I, marque déposée de l'American Pacific Corporation, est un mélange à trois



Les extincteurs Halotron I contribuent à sauver la couche d'ozone et rendent les transports aériens plus sûrs.

composants basé sur le HCFC-123. Il est autorisé dans le cadre du *Significant Alternative Policy Programme* de l'US EPA comme substitut au halon 1211. L'extincteur Halotron I, fabriqué par Amerex Corporation US, pèse 2,5 kg net et a été le premier à passer favorablement tous les tests de la FAA et Underwriters Laboratories, Inc.

On estime aux USA à 6500 le nombre d'avions commerciaux transportant des passagers ayant au moins la taille d'un Boeing 707, chacun équipé en moyenne de cinq extincteurs au halon 1211, chiffre identique dans les autres pays industrialisés.

Contact : American Pacific Corporation Halotron Division, 3770 Howard Hughes Parkway #300, Las Vegas, Nevada USA 89109 Etats-Unis, tél : +1 702 735 2200, fax : +1 702 735 4876, e-mail : Halotron@apfc.com, www.halotron-inc.com


NOUVELLES MONDIALES
UE : situation de la protection de l'ozone

Deux états membres de l'Union Européenne, l'Allemagne et l'Irlande, doivent encore soumettre leur rapport, conformément à la réglementation de la Communauté Européenne sur les SAO. Cette réglementation demande aux états de soumettre des rapports sur : les mesures entreprises pour favoriser la récupération, le recyclage, la régénération et la destruction des substances réglementées ; la répartition des responsabilités aux organisations et aux utilisateurs pour qu'ils puissent entreprendre ces activités ; les mesures prises pour empêcher toute fuite de substances réglementées, bromure de méthyle compris ; les vérifications annuelles des fuites des équipements contenant plus de 3 kg de SAO ; les exigences de qualification minimale pour tout le personnel impliqué ; et les quantités de substances réglementées utilisées, récupérées, recyclées, régénérées et détruites.

Contact : Commission Européenne, Direction Générale de l'Environnement, Bruxelles
e-mail : Tom.batchelor@cec.eu.int

Inde : des entreprises de Hyderabad doivent déclarer leurs SAO

Le Small Industries Service Institute (SISI) à Andhra Pradesh, Inde, a récemment annoncé que, parmi les 60 entreprises de la ville de Hyderabad utilisant des SAO dans leurs processus de fabrication, très peu ont déclaré ces SAO à l'institut, alors qu'elles sont tenues de le faire depuis juillet 2002.

Selon la Réglementation indienne et les Règles de contrôle sur les SAO de 2002, toutes les sociétés sises à Andhra Pradesh produisant des appareils de réfrigération et de climatisation, des extincteurs, des parfums, des déodorants, le rembourrage des meubles et la garniture automobile doivent déclarer leurs SAO auprès du SISI.

Selon le Directeur Adjoint de SISI, D. Chandrasekhar, ces déclarations « nous aident à suivre les unités utilisant des SAO [et] pourraient aider le gouvernement à identifier celles qui nécessiteraient une aide financière pour remplacer la fabrication de produits utilisant des SAO par d'autres produits ».

Contact : Mme Usha Chandrasekhar, Ministry of Environment and Forests, Ozone Cell,
e-mail : ozone@del3.vsnl.net.in

Les industries indonésiennes fonctionneront sans SAO avant l'échéance prévue par le Protocole de Montréal

Le Ministère indonésien de l'Environnement

a déclaré que son pays pourrait respecter son objectif d'élimination des SAO de 2007, trois ans avant l'échéance du Protocole de Montréal, bien que son industrie doive éliminer près de 2 900 tonnes de SAO pour devenir une industrie « sans SAO ». Le gouvernement indonésien a préparé une campagne de sensibilisation et des programmes comprenant des mesures incitatives visant à éliminer l'utilisation de SAO et s'orienter vers des technologies alternatives des pays industrialisés.

Des représentants du Ministère de l'Environnement ont déclaré : « nous nous efforçons d'appliquer nombre de mesures pour empêcher l'utilisation des SAO dans les industries. Jusqu'à présent, nous avons principalement aidé les grandes sociétés à éliminer leurs SAO ; nous aiderons ensuite les PME et stopperons toute importation de SAO ».

Contact : Mme Ina B. Pranoto, State Ministry for Environment, Ozone Unit,
e-mail : ozonenet@cbn.net.id

Le Gouvernement malais va soutenir le recyclage des CFC

Le Ministère malais de la Science, de la Technologie et de l'Environnement (MOSTE) a annoncé son projet d'organiser des programmes de formation et d'aider financièrement les entreprises spécialisées dans le recyclage de frigorigènes à base de CFC utilisés dans les systèmes de climatisation et de refroidissement des automobiles. Ces programmes, partie intégrante des efforts de la

Malaisie pour éliminer les CFC de ces secteurs d'ici 2010, devraient réduire la quantité de CFC émis dans l'atmosphère de près de 700 tonnes par an. Actuellement, en Malaisie, plus de 3 millions de voitures sont équipées de systèmes de climatisation utilisant des frigorigènes à base de CFC.

A l'occasion de la Journée Internationale de l'Ozone, un porte-parole du MOSTE a déclaré que la Malaisie avait réduit son utilisation de CFC d'environ 40% et que l'utilisation de plus de 4 600 tonnes de SAO avait été éliminée dans le secteur industriel. Le gouvernement espère interdire complètement l'utilisation de CFC dans le secteur industriel d'ici 2005.

Contact : M. Lee Choong Min, Ministry of Science, Technology and Environment, Ozone Protection Unit, e-mail : lcm@jas.sains.my

Le Maroc va introduire un réseau de collecte et de recyclage de SAO

Le Maroc va instaurer un réseau de collecte et recyclage des SAO ainsi qu'un mécanisme d'aide aux entreprises stockant des appareils de réfrigération. Ces deux projets seront financés par l'Agence Française pour le Développement (AFD), en vertu des accords signés le 5 avril 2002 entre l'AFD, le Ministère marocain de l'Industrie, du Commerce, de l'Energie et des Exploitations minières et le Centre marocain pour une Production Propre.

Contact : M. Abderrahim Chakour, Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat
e-mail : RachidE@mcinet.org

Lors de la XIV^{ème} Réunion des Parties, accord des Parties au Protocole de Montréal pour réapprovisionner le Fonds à un niveau jamais atteint

Les Parties à la Convention de Vienne et au Protocole de Montréal se sont accordées sur un montant de US\$573 millions pour réapprovisionner le Fonds Multilatéral du Protocole pour 2003-05 ; il s'agit du plus important réapprovisionnement jamais adopté. Ces fonds permettront aux pays visés à l'Article 5 de respecter les prochaines mesures de contrôle et réduire la production et la consommation de CFC appauvrissant l'ozone, de bromure de méthyle, de tétrachlorure de carbone et de méthylchloroforme. Parmi les autres points importants abordés lors de la XIV^{ème} Réunion des Parties, récemment tenue à Rome, on peut noter :

- l'état de conformité des Parties quant aux mesures de contrôle et l'avancement des rapports de données et d'informations et des rapports sur les systèmes de licences de SAO ;
- l'autorisation de désigner les utilisations essentielles pour 2003 et 2004 ;
- la surveillance du commerce international et la prévention du commerce illégal ;
- l'état des technologies de destruction des SAO ;
- l'interaction entre le Comité d'Application et le Comité Exécutif ;
- la décision de reclasser l'Arménie parmi les Parties visées à l'Article 5 et l'élaboration d'une politique d'élimination pour les refroidisseurs ;
- la relation entre le Protocole de Montréal et la Convention sur les Changements Climatiques ;
- la constitution d'un Fonds d'affectation spéciale extra budgétaire pour la recherche et l'observation systématique de la couche d'ozone.

Des décisions ont également été prises durant la réunion pour conseiller le Secrétariat de l'Ozone dans ses relations avec l'Organisation Mondiale du Commerce et sur la question du Système harmonisé mondial de classification et d'étiquetage des substances chimiques avec le Conseil Economique et Social.

Contact : M. Marco González, Secrétariat de l'ozone,
fax : +254 2 623 913/623 601, e-mail : marco.gonzalez@unep.org, www.unep.org/ozone

DIALOGUE ET DÉBAT

Réunions/Conférences/Ateliers

Le Pérou se joint aux efforts pour lutter contre le commerce illégal des SAO

32 experts de cinq institutions ont participé à des démonstrations pratiques pour identifier des conteneurs de SAO et des équipements en contenant, lors d'un premier atelier à Lima, Pérou (4-6 juillet 2002). On y a également montré l'utilisation d'équipements d'identification des SAO. A l'issue du projet, quelques 200 experts nationaux devraient être formés pour lutter contre le commerce illégal.

Contact : Carmen Mora Donayre, BNO péruvien, e-mail : camorad@minproduce-gob.pe

L'Afrique prend d'importantes mesures pour combattre le commerce illégal des SAO.

L'Afrique vient de prendre une mesure importante pour lutter contre le commerce illégal de SAO. En quelques mois, environ 600 douaniers de neuf pays africains ont appris à identifier des conteneurs de SAO et des équipements en contenant, et à mettre en œuvre leurs systèmes de licences.

Les sessions nationales de formation, organisées par le PNUE et des gouvernements locaux, se basent sur les législations existantes pour respecter le Protocole de Montréal.

Contact : M. Jeremy Bazye, Coordinateur de réseau régional pour l'Afrique, e-mail : Jeremy.Bazye@unep.org, tél : +254 2 624 281, fax : +254 2 623 165

Etude d'un prêt concessionnel pour la protection de l'ozone

Dans le cadre d'un projet bilatéral japonais, les participants à un Atelier technique sur le prêt concessionnel (L'Esterel, Québec, Canada, 22 juillet 2002) ont cherché des exemples pratiques de prêt concessionnel ayant fonctionné dans le cadre et en dehors du Fonds Multilatéral ; ils ont examiné des mécanismes financiers applicables pour satisfaire aux divers besoins financiers des pays visés à l'Article 5 pour atteindre leurs objectifs d'élimination des SAO. Le PNUE DTIE a aidé le gouvernement japonais à organiser l'atelier, conçu et mené en coopération avec le Secrétariat du Fonds Multilatéral, le PNUD, l'ONUDI, et la Banque Mondiale. Les débats de l'atelier étaient axés sur d'autres domaines du Fonds Multilatéral, comme les PME, les projets importants des secteurs « résiduels » qui n'ont pas été pleinement abordés (ex : secteur de l'utilisateur final), les secteurs qui ne peuvent prétendre qu'à un financement partiel (aérosols, solvants). Ont également été abordés des projets qui, bien qu'admissibles, n'ont pas été retenus pour manque de financement de contrepartie ou annulation des surcoûts résultant des économies opérationnelles. Un rapport de l'atelier est disponible auprès du Programme ActionOzone.

Contact : M. Rajendra Shende, PNUE DTIE, Programme ActionOzone, e-mail : ozonation@unep.fr

Estonie: « prise d'assaut » d'une ligne d'assistance téléphonique pour les appareils obsolètes

Un numéro de téléphone gratuit utilisable en Estonie pour les personnes souhaitant se débarrasser de réfrigérateurs obsolètes a remporté un vif succès. Plus de 2000 personnes ont appelé. Ceci est remarquable pour un pays comptant moins de 1,5 millions d'habitants. Fin juillet, quelques 1000 réfrigérateurs avaient été collectés et 1000 autres étaient sur liste d'attente.

Ce « numéro vert » fait partie d'une campagne de sensibilisation organisée par le Bureau Ozone estonien, le Ministère estonien de l'Environnement, Philip Morris Estonia, des entreprises de manipulation de déchets et les autorités locales. Cette campagne (5 juin-1er juillet) a été menée dans le cadre du projet de renforcement institutionnel financé par le Fonds Multilatéral et coordonné par le PNUE.



Le Bureau National Ozone estonien a organisé une collecte fructueuse de vieux réfrigérateurs contenant des CFC

Tous les médias ont été impliqués : publicités dans la presse, interviews radio et 35 diffusions télévisées d'un dessin animé sur l'ozone. En outre, des expositions sous tente dans quatre villes ont permis de montrer des images de la NASA sur l'épaisseur de la couche d'ozone en temps réel. Ces images trouvées sur internet étaient projetées sur grand écran. Des scientifiques de l'Observatoire Tõravere de l'Université de Tartu ont fait un exposé de 30 minutes sur la nécessité de protéger la couche d'ozone et les effets dangereux de la radiation UV sur la santé des hommes et d'autres organismes ; ils ont également brièvement décrit l'état du trou d'ozone dans l'hémisphère Nord. Après l'exposé, l'assistance a bénéficié d'une démonstration pratique *in situ* de retrait de CFC sur des réfrigérateurs usagés, par des entreprises ayant reçu des équipements appropriés et la formation adéquate, dans le cadre du projet de récupération et de recyclage du PNUE.

Contact : M. Inari Truuma, Bureau Ozone estonien, e-mail : inari@klab.envir.ee

Le Sommet de la Terre sur le Développement Durable renforce la protection de l'ozone

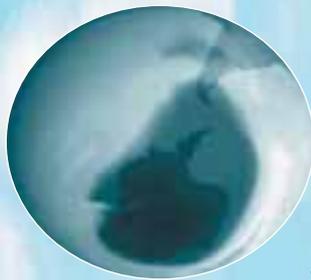
L'une des principales issues du « Sommet de la Terre 2002 » (Johannesburg, Afrique du Sud, 26 août-4 septembre) consiste en un Plan de mise en œuvre. Ce plan comporte des objectifs et des calendriers pour s'attaquer à de nombreuses questions, comme la nécessité renforcée d'apporter une aide importante soutenue pour mettre en œuvre le Protocole de Montréal, comme suit :

Les pays ont des responsabilités communes mais différenciées avec des actions à tous les niveaux pour :

- faciliter la mise en œuvre du Protocole de Montréal sur les SAO en assurant le réapprovisionnement de son fonds d'ici 2003/2005 ;
- continuer à soutenir le régime efficace de protection de la couche d'ozone établi dans la Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone et dans le Protocole de Montréal, y compris son mécanisme de conformité ;
- améliorer l'accès des pays en développement aux alternatives aux SAO qui soient abordables, accessibles, rentables, sûres et inoffensives pour l'environnement d'ici 2010 et les aider à respecter le calendrier d'élimination établi en vertu du Protocole de Montréal, sans oublier que l'appauvrissement de l'ozone et les changements climatiques sont liés scientifiquement et techniquement ; et
- prendre des mesures contre le commerce illégal des SAO.

Contact : Site internet des NU du Sommet de Johannesburg 2002, www.johannesburgsummit.org

SAUVONS NO₃TRE CIEL : protégez-vous ; protégez la couche d'ozone



16 septembre—Journée Internationale pour la Protection de la Couche d'Ozone

Le 16 septembre, Journée internationale pour la Protection de la Couche d'Ozone, commémore la date de la signature du Protocole de Montréal, en 1987. Chaque année, les pays sont invités ce jour à organiser des actions nationales pour promouvoir les objectifs du Protocole de Montréal et ses Amendements.

Contrairement à d'autres journées commémoratives, la « Journée de l'Ozone » donne des résultats concrets importants. Les activités des BNO dans les pays en développement ont un poids considérable ; elles permettent de communiquer des informations et des messages ciblés aux groupes de parties prenantes-clé et au grand public. Vous trouverez ci-après des exemples de commémoration de la « Journée de l'Ozone » 2002.

Pour de plus amples informations : Programme ActionOzone, PNUE DTIE, Tour Mirabeau, 39-43 quai André Citroën, 75739 Paris Cedex 15, France, tél : +33 1 44 37 14 50, fax : +33 1 44 37 14 74, www.uneptie.org/ozonaction

Bangladesh : messages particuliers du Président et du Premier Ministre

Le Gouvernement du Bangladesh a souligné l'importance de la Journée de l'Ozone et a davantage sensibilisé le public avec des messages personnels du Président et du Premier Ministre du pays. Le gouvernement a également publié des suppléments spéciaux dans les quotidiens nationaux, diffusé des programmes exceptionnels à la télévision et à la radio, organisé des concours artistiques et littéraires sur la protection de l'ozone ainsi que des séminaires.

Colombie : Journée de l'Ozone étendue à une semaine !

Le BNO colombien a organisé des actions qui ont prolongé la Journée de l'Ozone sur une semaine entière (16-22 septembre). Le BNO et le Ministère de l'Environnement (MOE) ont communiqué à la presse des informations destinées au grand public. Des responsables ont également participé à des interviews diffusées sur six stations de radio nationale et publiées dans des journaux nationaux ; la télévision a également largement couvert l'événement.



Le BNO, le MOE et l'Université Nationale ont organisé des conférences sur la stratégie nationale d'élimination, les alternatives aux SAO et la radiation UV. Des publications, comme un numéro spécial du *Boletín Ozono*, des décalcomanies pour pare-brise, des autocollants, des prospectus, etc. ont été distribués.

Egypte : conférence de haut-niveau et prix pour la recherche sur l'ozone

En Egypte, le principal événement de la Journée de l'Ozone a été une conférence de haut-niveau à l'Université du Caire intitulée



« Rôle de la science et de la recherche pour protéger la couche d'ozone et l'environnement ». Les lauréats d'un concours de recherche sur l'ozone, ouvert aux professeurs et chercheurs de l'université, ont été récompensés.

Géorgie : message transmis à la population

Le BNO géorgien a organisé une réunion sur la protection de l'ozone et obtenu qu'une chaîne de télévision diffuse un programme spécial traitant des problèmes de l'appauvrissement de l'ozone et des solutions possibles. Deux énormes panneaux ont été affichés dans la capitale géorgienne, Tbilisi, l'un avec le message « Sauvons la couche d'ozone » et « 16 septembre : Journée de la protection de la couche d'ozone » et l'autre « Sauvez la couche d'ozone, elle vous sauvera ».



Inde : cibler aujourd'hui les scientifiques et l'industrie de demain

Des départements d'études environnementales des universités indiennes et une ONG ont célébré la Journée de l'Ozone en organisant des concours d'affiches et un séminaire de sensibilisation ciblant les étudiants de troisième cycle—les scientifiques de demain.

Les entreprises industrielles Hidecor et IT Power India Ltd. ont organisé un programme de formation pour les techniciens du froid et de la climatisation de Pondichéry et ses alentours. Cette formation a montré

comment adapter des appareils existants fonctionnant aux CFC aux alternatives inoffensives pour l'ozone, hydrocarbures compris, et comment entretenir les nouveaux appareils.



Indonésie : vaste programme pour la Journée de l'Ozone

Le Ministère indonésien de l'Environnement a inauguré une vaste campagne pour la Journée de l'Ozone, organisée par le BNO, avec une conférence de presse le 16 septembre. Du matériel promotionnel a été distribué : brochures, dépliants et cartes de vœux avec les noms des gagnants d'un concours de dessins d'enfants organisé par le PNUE. Un concours de peinture de bacs à ordures a également été organisé par le BNO avec le gouvernement local de Jakarta.

Autres événements :

- séminaire à Denpasar, Bali, avec des intervenants du gouvernement et des entreprises ;
- démonstrations pour promouvoir les hydrocarbures comme frigorigènes de substitution ;
- protection de l'ozone à l'honneur dans des entretiens télévisés ; et
- lancement d'un programme de coopération de plantation d'arbres par le gouvernement local de Jakarta, Ozone Magazine et PT.Coca-Cola.

Macédoine : chanson pour l'avenir

Le Bureau Ozone macédonien a produit une chanson, *Choice for the future*, dans le cadre des célébrations de la Journée de l'Ozone. La chanson, chantée en macédonien et en anglais, a été distribuée

... SAUVONS NO₃TRE CIEL : respectons l'ozone (suite)

16 septembre—Journée Internationale pour la Préservation de la Couche d'Ozone



aux chaînes nationales de télévision et de radio qui la diffusent fréquemment. La chanson et les paroles sont sur le site internet ActionOzone du PNUE.

Malaisie : dire « NON aux CFC ».

Lors d'un séminaire exceptionnel, le Ministre malais des Sciences, de la Technologie et de l'Environnement a lancé un ouvrage intitulé « *Le Protocole de Montréal et Vous* », une affiche sur la protection de l'ozone et une brochure sur la climatisation automobile. Nombre de sujets ont été abordés lors de ce séminaire :

- stratégie nationale d'élimination ;
- contrôle des importations de SAO ;
- rôles et responsabilités des fournisseurs de substances chimiques ;
- récupération et recyclage ; et
- élimination du bromure de méthyle.

Le BNO a également produit et distribué des autocollants avec le message « Sauvons notre ciel, disons NON aux CFC, diminuons la radiation UV ».



Moldavie : devise du Bureau Ozone pour toucher le public

La Moldavie a célébré la Journée de l'Ozone 2002 sous la devise « *Nous devons protéger la couche d'ozone* ». Le BNO a préparé des articles pour les journaux nationaux et les chaînes de télévision nationale ont diffusé une annonce du service public avec cette devise et le numéro de téléphone du BNO pour toute information complémentaire. La station de radio nationale a diffusé de façon répétée un message d'une minute sur ce thème.

Le Bureau Ozone a publié et distribué une brochure destinée aux enseignants et aux élèves. Des « heures consacrées à l'écologie » ont également été aménagées dans des écoles et des établissements supérieurs.

Mongolie : transmettre le message des NU

Le BNO de Mongolie a traduit le message du Secrétaire Général des NU adressé lors de la Journée de l'Ozone et l'a publié dans le principal quotidien. Il a également traduit des informations tirées du site internet ActionOzone et aidé les médias à les diffuser.

Le Directeur du BNO a accordé un entretien télévisé, accompagné des lauréats d'un concours d'affiches sur l'ozone organisé en Asie du Sud dont les œuvres ont été présentées lors d'une exposition spéciale.

Une banderole portant des messages de protection de la couche d'ozone a été exposé sur la place principale de la capitale et des affiches ont été placées sur les véhicules de transport en commun.

Roumanie : sensibilisation des médias et des scientifiques

Le BNO a traduit en roumain la brochure du Programme ActionOzone du PNUE *Sauver la couche d'ozone : chaque action compte* qu'il a imprimé puis distribué à 500 exemplaires. La radio nationale a diffusé un programme spécial sur la protection de l'ozone et un journal national a publié un article de fond sur ce sujet.

Le Ministère de l'Ecologie, des Travaux Publics et du Développement du Territoire a organisé avec le BNO une conférence de presse à laquelle ont

participé d'éminents scientifiques et des experts techniques roumains.

Rwanda : séminaire sur l'ozone

Le BNO rwandais a organisé un séminaire d'une journée auquel ont participé des représentants du Cabinet Présidentiel, du Cabinet du Premier Ministre, de l'Assemblée Nationale de Transition, de tous les ministères gouvernementaux, d'ONG, du PNUD, de la FAO, de l'UNICEF, de l'OMS, des médias, de la société civile et des techniciens du froid.

Emirats Arabes Unis : entretiens de haut niveau pour la Journée de l'Ozone

Le Sous-Secrétaire Adjoint du Département Météorologique du Ministère de la Communication des EAU et le Représentant permanent des EAU à l'OMM ont marqué la Journée de l'Ozone en donnant des interviews aux principaux journaux nationaux et régionaux et en participant à des articles sur la science de l'ozone et les effets sur la santé.

ActionOzone célèbre la Journée de l'Ozone dans le ciel

Pour célébrer la Journée de l'Ozone 2002, le Programme ActionOzone du PNUE DTIE a créé un partenariat avec la Mairie de Paris, le Centre National de la Recherche Scientifique français (CNRS), Eutelsat (entreprise internationale de télécommunications) et Aérofile (spécialiste mondial de ballons captifs), sur le site du plus grand ballon captif du monde, en plein cœur de Paris, France. Ce site inhabituel a été choisi car ce ballon peut emmener les participants plus près de la stratosphère, physiquement et symboliquement, et rappelle les ballons-sondes utilisés pour collecter des données sur l'ozone. Parmi les personnalités qui se sont exprimées, on compte le Professeur Mégie, Président du CNRS et Vice-Président du Groupe de l'évaluation scientifique du PNUE, Jacqueline Aloisi de Larderel, Directrice Exécutive Adjointe du PNUE, Laurence Musset, Chef du Bureau des Substances et des Préparations Chimiques du Ministère français de l'Environnement et Jean-Louis Etienne, explorateur polaire. Figuraient dans cette célébration :

- un communiqué de presse du PNUE à l'attention des membres de la presse française et internationale ;
- une conférence de presse organisée par le Programme ActionOzone sur le point de lancement du ballon ;
- une ascension gratuite en ballon pour tous les participants, et des interviews télévisées dans les airs ; et
- la distribution d'affiches d'ActionOzone aux élèves visitant le site.

Une action de plus grande portée a été menée lorsque la Mairie de Paris a placé, selon une idée du PNUE, des messages de protection de l'ozone sur plus de 300 panneaux d'affichage dans Paris.

Des représentants des principaux journaux, magazines, chaînes de TV et stations de radio ont assisté au lancement du ballon et, selon le retour d'information des organisations de média participantes, plus de 20 millions de personnes auraient été touchées par cette couverture média.

Contact : Programme ActionOzone, PNUE DTIE, tél : +33 1 44 37 14 50,
fax : +33 1 44 37 14 74, e-mail : ozonaction@unep.fr, www.unepie.org/ozonaction

Une collection du Protocole de Montréal à Harvard

Le service *Environmental Science and Public Policy Archives* (ESPPA), de la bibliothèque de l'Université de Harvard, a récemment accepté une importante collection d'ouvrages du Protocole de Montréal rassemblés par Stephen O. Anderson et Madhava Sarma lors de la rédaction de leur nouveau livre *Protecting the Ozone Layer* (UNEP, Earthscan Press, 2002) (voir OAN 42). Cette collection regroupe des publications, des notes, des vidéos, des photographies et des souvenirs des domaines public et privé.



Le Centre scientifique de l'Université de Harvard, Cambridge, Massachusetts, abrite les *Environmental Science and Public Policy Archives*, qui renferment une importante collection d'ouvrages liés à la gouvernance internationale de l'environnement

Les ouvrages concernant le Protocole de Montréal viennent s'ajouter aux vastes collections de Harvard ; cette université devient un centre international d'archivage de l'histoire de la diplomatie de l'ozone et d'autres sujets environnementaux. Elle possède, entre autres, la collection de l'ozone stratosphérique d'Edward A. Parson, les écrits de Maurice F. Strong et nombre d'autres collections remarquables répertoriées et disponibles au public sur <http://oasis.harvard.edu/env.html>.

L'Université de Harvard accepte volontiers toute information concernant les donations d'ouvrages importants sur la politique et la science de l'ozone ou tout autre aspect de la gouvernance internationale de l'environnement et des savoirs connexes. Tout ouvrage est accepté par les *Environmental Science and Public Policy Archives* (<http://hcl.harvard.edu/environment>).

Pour toute donation contacter George E. Clark
e-mail : clark5@fas.harvard.edu

Pour toute information sur l'accès aux collections, contacter Amy Christensen,
e-mail : acchrist@fas.harvard.edu

Nouvelles scientifiques

2002—diminution du trou d'ozone mais les scientifiques recommandent la prudence

Bien que la taille du trou d'ozone de l'Antarctique observé en octobre 2002 ait diminué depuis 1988, il est peu probable que ce phénomène indique une reconstitution de la couche d'ozone. Les scientifiques pensent plutôt que ce phénomène est probablement lié à des régimes climatiques mondiaux inhabituels.

Le trou d'ozone observé début octobre 2002 mesurait moins de 10 millions de km², bien moins qu'en 2000 et 2001. Contre toute attente, il s'est séparé en deux trous distincts qui, selon la description d'un scientifique, ressemblent à « une paire d'haltères ».

Les scientifiques expliquent ce phénomène en affirmant que la température atmosphérique est un facteur-clé de la vitesse d'appauvrissement de l'ozone. En août et septembre, l'air au-dessus du pôle tend à se refroidir et former un vortex qui isole cet air plus froid de celui des basses latitudes. Dans ces conditions, des nuages stratosphériques polaires (PSC) peuvent se former ; commence alors un appauvrissement rapide de l'ozone, par une série de réactions catalytiques. Toutefois, des modèles inhabituels de circulation atmosphérique observés en 2002 autour du tourbillon ont provoqué une élévation des températures dans le tourbillon, réduisant la formation de PSC mi-octobre et diminuant ainsi proportionnellement l'appauvrissement de l'ozone. Selon l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM), les découvertes de cette année confirment des thèses soutenues dans le passé : la taille, la profondeur et la persistance du trou

d'ozone peuvent considérablement varier d'une année sur l'autre. Les observations de cette année ne peuvent donc pas être interprétées comme l'amorce d'une tendance.

Contact : Dr Michael Proffitt, Senior Scientific Officer of WMO, e-mail : proffitt@wmo.ch, www.wmo.ch/web/arep/gawozobull02.html

VINTERSOL : dernière campagne européenne d'études *in-situ*

Vintersol (campagne européenne de validation des mesures satellitaires et d'étude de la destruction de l'ozone) la dernière campagne européenne *in-situ* destinée à étudier l'appauvrissement de l'ozone, se déroulera de 2002 à mi-2004. Elle succède à trois précédentes campagnes européennes et, comme elles, bénéficie toujours du soutien par des organismes nationaux de financement et de la Direction générale de la Recherche de la Communauté Européenne.

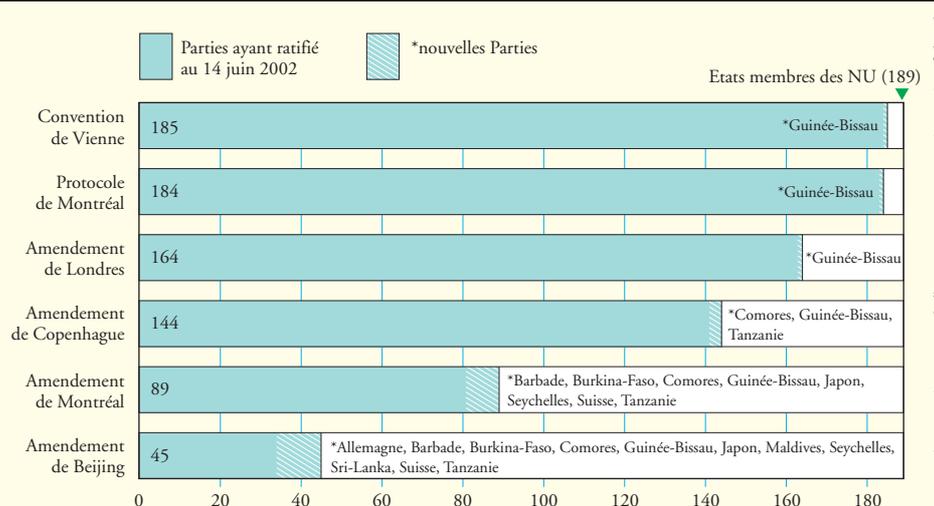
L'emploi de plusieurs instruments satellitaires européens nouveaux constitue un aspect important de Vintersol. Seront également utilisés des instruments à bord d'avions, de sondes-ozone, de ballons et des instruments au sol. L'étude portera sur cinq thèmes principaux :

- l'appauvrissement de l'ozone polaire ;
- l'ozone à des latitudes moyennes ;
- la radiation UV ;
- la chimie (atmosphérique) des tropiques et la dynamique ; et
- la validation d'instruments satellitaires.

Contact : European Ozone Research Coordinating Unit, 14 Union Road, Cambridge CB2 1HE, Royaume-Uni
e-mail : general@ozone-sec.ch.cam.ac.uk, www.ozone-sec.ch.cam.ac.uk

Photo: NASA TOMS

Avancement de la ratification du Protocole de Montréal et de ses Amendements (au 17 décembre 2002)



Source : Secrétariat de l'ozone, www.unep.org/ozone/ratific.html

L'entretien Bureau National Ozone

Cet article fait partie d'une série d'articles présentant le point de vue de responsables gouvernementaux SAO

Lic. Francisco Argenal



Coordinateur, Unité technique de l'ozone, Secrétariat des ressources naturelles et de l'environnement, Honduras, e-mail : utoh@sdnhon.org.hn

La XIII^{ème} Réunion des Parties (octobre 2001) a déclaré, suivant les données communiquées par votre pays pour 1999, que le Honduras pourrait ne pas être en conformité quant au gel de la consommation de CFC sur la période de contrôle 1999–2000. Le Honduras a rapidement retrouvé une situation de conformité en 2000, laquelle a perduré en 2001. Quelles mesures ont permis à votre pays de revenir à cette situation ?

La non-conformité de 1999 a été le résultat d'une méconnaissance quant au gel et d'un manque de confiance de la part de certains importateurs de CFC. Cette situation est à l'origine de malentendus qui ont entraîné d'importantes importations. En 2000 et 2001, les CFC utilisés provenaient des réserves constituées auparavant et les importations ont diminué. La demande de CFC s'est davantage affaiblie lorsque le gouvernement a largement soutenu techniquement et financièrement une campagne nationale de sensibilisation du public. Au cours de cette campagne, la demande pour les appareils de réfrigération et climatisation utilisant des alternatives aux CFC a augmenté et les techniciens ont appris à mieux manipuler les CFC.

Quels défis majeurs en matière de conformité pèsent sur le Honduras et l'Amérique Centrale pour 2003–05 ?

Le plus grand défi concerne le secteur des utilisateurs finaux et le secteur public, les hôpitaux notamment. Réduire l'utilisation de bromure de méthyle semble plus compliqué puisque cette substance est utilisée pour des récoltes non-traditionnelles, sources de revenus pour la région.

Quelles politiques ont le plus aidé le Honduras à respecter ses engagements envers le Protocole de Montréal ?

La campagne de sensibilisation a largement contribué au respect du Protocole de Montréal. Même si des normes réglementent les importations et la manipulation des CFC, leur application n'est possible qu'avec la participation citoyenne. Nous nous sommes également aidés des manuels, bulletins et autres publications du PNUE, notamment pour élaborer et mettre en œuvre la campagne de sensibilisation. Nous avons également bénéficié

des conseils des responsables régionaux de la protection de l'ozone du réseau d'Amérique Latine et des Caraïbes.

Comment votre pays aide-t-il les PME à éviter de recourir aux CFC et comment les encourage-t-il à utiliser des alternatives ?

Nous avons discuté des engagements du Honduras dans le cadre du Protocole de Montréal avec les dirigeants d'entreprises qui se sont montrés assez réceptifs. Dans le secteur des services, nous avons participé à des ateliers pour la mise en œuvre d'un plan concernant la climatisation automobile et d'un PGFF pour former des techniciens.

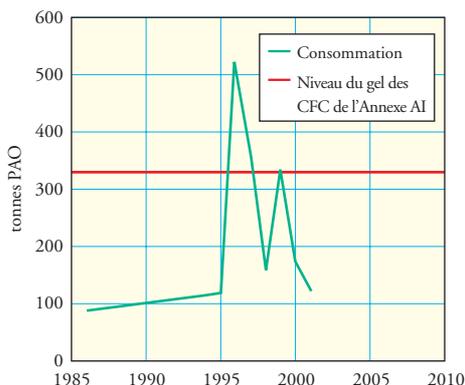
Le prix des CFC par rapport à celui des alternatives est souvent un facteur déterminant dans l'adoption rapide des alternatives aux SAO dans la plupart des pays. Quelles sont les conséquences de l'actuel régime des prix sur l'élimination des SAO au Honduras ?

Il est difficile d'influer sur les prix dans un pays en développement comme le Honduras. Notre économie ne peut subventionner les alternatives et nous croyons qu'augmenter le prix des CFC favoriserait le commerce illégal. Nous avons donc décidé d'interdire les importations d'appareils de réfrigération et de climatisation utilisant des CFC. Un système de licence d'importation et d'exportation a également été instauré.

Comment le Honduras envisage-t-il de poursuivre l'élimination à plus long terme (au-delà de 2005) ?

L'élimination se poursuivra grâce à la mise en application efficace des normes nationales qui réglementent les importations, les exportations, le commerce et l'utilisation des SAO. Nous poursuivons également la campagne de sensibilisation et la mise en œuvre de projets approuvés par le Fonds Multilatéral. Nous comptons surtout sur l'aide des agences d'exécution et l'aide technique et financière du Fonds Multilatéral pour mener à bien de nouveaux projets tels que la révision du PGFF ou les plans pour les utilisateurs finaux.

Tendance de la consommation des CFC au Honduras



Nouvelles publications



Networking Counts, Montreal Experiences in Making Multilateral Environment Agreements Work, réalisé par l'Agence suédoise pour le développement international et le Programme

ActionOzone, décrit le concept des réseaux régionaux aux termes du Protocole de Montréal, partage des expériences et des leçons tirées, et explique comment les réseaux pourraient aider à la mise en œuvre d'autres accords environnementaux internationaux. Disponible en ligne sur www.uneptie.org/ozonation/library/policy

Prochaines réunions

Forum des technologies de la Terre, 22–24 avril 2003, Washington, D.C., www.earthforum.com

Les articles présentés lors de la Conférence sur les alternatives au bromure de méthyle (Séville, Espagne, 5–8 mars 2002) sont à présent disponibles sur <http://europa.eu.int/comm/environment/ozone/conference/>

Le Bulletin est disponible en-ligne sur : www.uneptie.org/ozonation



ActionOzone, publication tri-annuelle, est disponible en anglais, arabe, chinois, espagnol et français.

Les articles de ce bulletin ont été fournis à titre d'information et ne reflètent pas nécessairement la politique du PNUE.

ISSN 1020–1602

Comité éditorial : Mme J. Aloisi de Larderel, Dr S. Andersen, Dr N. Campbell, Dr S. Carvalho, Dr O. El-Arini, M. P. Horwitz, Mme I. Kökeritz, Dr L. Kuijpers, M. G. Nardini, M. D. Omotosho, M. M. González, M. R. Shende, M. D. Stirpe, M. Liu Yi

Editeur : Geoffrey Bird

Directeur de publication : Jim Curlin

Traducteurs : Catherine et Emmanuel Paumier

Merci de bien vouloir adresser tout commentaire et matériel nécessaire à la publication à M. Rajendra Shende, Chef du Service Energie et ActionOzone, à l'adresse suivante :

Programme des Nations Unies pour l'Environnement, Division Technologie, Industrie et Economie (PNUE DTIE)

Programme ActionOzone
Tour Mirabeau 39–43, Quai André Citroën,
75739 Paris, Cedex 15, France

Tél : +33 1 44 37 14 50 Fax : +33 1 44 37 14 74

E-mail: ozonation@unep.fr

Cette publication est imprimée par Goubault Imprimeur S.A., France, sur papier recyclé et sans chlore dangereux pour l'environnement.

Conception et production : Words and Publications, Oxford, Royaume-Uni, www.words.co.uk